

Les auteurs de viols, violences sexuelles, crimes de guerre et contre l'humanité ne doivent pas bénéficier de l'amnistie annoncée par le Chef de l'Etat, dans son discours d'orientation, lors de l'ouverture des travaux du Forum sur les concertations nationales. Telle est la requête du collectif des femmes du Nord-Kivu qui compte sur la détermination de l'initiateur de ces assises et garant de la nation à pacifier le grand Congo et, par ricochet, à lutter inlassablement contre les violences sexuelles dont les femmes et filles sont victimes.

Dans une déclaration adressée aux délégués aux concertations nationales faite, le 23 septembre dernier, ces femmes ont fait savoir qu'accorder une telle mesure à cette catégorie des personnes serait la meilleure façon de sacraliser la violence à l'égard des femmes.

Pour ce faire, elles ont invité le Gouvernement de la République à veiller à ce que toutes les femmes et filles victimes des violences sexuelles bénéficient d'une protection devant la loi et la justice. Une campagne de sensibilisation axée sur l'éducation à la citoyenneté devrait être également lancée à l'intention des populations du Nord-Kivu. Celle-ci lui permettrait d'adopter un comportement responsable visant à favoriser la réintégration de ces femmes.

Se prononçant sur les négociations entre le pouvoir de Kinshasa et les différents groupes armés opérant dans la partie Est. Elles ont réfuté toute tentative de leur intégration dans l'armée congolaise. Cette démarche tend à instaurer une prime à la guerre. Il n'y a pas de garantie, en associant les criminels, ont-elles indiqué.

Pince sans rire, le collectif des femmes du Nord-Kivu a invité l'Etat congolais à mettre un terme aux négociations engagées avec les groupes armés mais également, d'étendre sa souveraineté sur toute l'étendue du territoire National. « Le gouvernement doit procéder à une réforme institutionnelle basée sur le patriotisme et que l'armée congolaise obtienne des matériels suffisants de guerre pour lui permettre de bien faire son travail », a indiqué l'une des femmes du Nord-Kivu, membre de ce collectif.